Deux semaines après son élection, elle a livré le 29 juillet dernier, devant la Ligue des femmes de l'ANC, réunies à la mairie de Pretoria, ses ambitions pour l'UA.

Paix, sécurité, finances, infrastructures constituent la trame de son gigantesque projet pour qu'enfin l'UA atteigne les objectifs qu'elle s'est fixés à Lusaka (Zambie) en 2001, lorsqu'elle naissait des cendres de la défunte OUA.

L'ex-épouse de Jacob Zuma veut que le Conseil de paix et de sécurité de l'UA "fonctionne efficacement pour bien résoudre les conflits".

Elle souhaite l'avènement d'une Banque centrale africaine (BCA), d'un Fonds monétaire africain (FMA) et d'un partenariat gagnant-gagnant avec les pays développés, surtout les pays émergents, notamment ceux du BRIC.

Bref, l'encore ministre de l'Intérieur sud-africaine veut requinquer l'UA pour qu'elle insuffle le développement à la cinquantaine de pays du continent.

Le mot n'a pas été lâché, mais il s'agit bien de réformes de l'UA. Qui dit réformes dit bousculer les habitudes pour ne pas dire adopter un nouveau paradigme.

Or pour y parvenir, Nkozasana devra d'abord se dépêtrer de l'étouffante tutelle des chefs d'Etat dont le commun dénominateur est la mésentente. Elle devra, pour cela, s'inspirer en premier lieu des conditions de son interminable élection, qui a mis à nu la guerre de velours des ego des chefs d'Etat.

Elle ne doit pas oublier non plus qu'elle a été portée à la tête de ladite commission pour exécuter la volonté du président en exercice de l'UA, et par ricochet celle des chefs d'Etat. Elle n'est donc que l'émissaire officiel des présidents des pays de l'UA, pour ne pas dire une sorte

de femme de course.

Dans ce chapitre, Dlamini-Zuma devra également se remémorer la mésaventure d'Alpha Oumar Konaré (AOK). Ce devancier malien avait pensé restructurer la Commission de l'UA, et y introduire des réformes institutionnelles avec son fameux "programme stratégique quadriennal" qui devait déboucher sur "l'intégration politique, économique et socioculturelle des 53 pays".

Konaré avait royalement ignoré plusieurs réalités dont la moindre n'était pas cette omniprésence des chefs d'Etat. Il est vrai que sous l'éternel aiguillon de l'intégration qu'il était, affleurait toujours le professeur donneur de leçons démocratiques, ce qui, on s'en doute, était modérément apprécié par les chefs d'Etat.

Konaré a donc échoué sur ce plan et, en désespoir de cause, avait jeté l'éponge en septembre 2007. Depuis ce dernier, les présidents avaient pratiquement juré de ne plus porter à la tête de la commission un «ex».

Son cas à lui seul constitue une grande leçon pour la nouvelle patronne de la commission de l'UA.

Enfin, à ces chausse-trappes "naturelles" viennent se greffer les questions de finances (beaucoup d'États ne cotisent pas, et le budget de fonctionnement fait souvent sourire), le manque de personnel et l'absence de solidarité entre anglophones et francophones.

Pour toutes ces raisons, Dlamini-Zuma marche sur des œufs et ce sera la mer à boire pour mettre en branle son programme. On ne peut que souhaiter bonne chance à "Ironwoman", la dame de fer. Et comme ce que femme veut Dieu veut...

Par Zowenmanogo Dieudonné Zoungrana